



DECISION DU PRESIDENT N° 215-22

PRISE EN APPLICATION DE L'ARTICLE L. 5211-9
DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

Objet : ATTRIBUTION DU MARCHÉ POUR LE TRANSPORT SCOLAIRE VERS LA PISCINE OASIS (ESSARTS-EN-BOCAGE) ET LE CENTRE AQUATIQUE AQUA°BULLES (SAINT-FULGENT)

Le Président de la Communauté de communes,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5211-9,

Vu les articles L.2123-1 et R.2123-1 1° du Code de la Commande Publique,

Vu la délibération du Conseil communautaire du 4 juin 2020, relative aux délégations consenties en application des dispositions de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, autorisant le Président à prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés, des accords-cadres et des groupements de commande, en matière de marchés de travaux, de fournitures, de prestations de services et de prestations intellectuelles d'un montant inférieur à 214 000 € ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget,

Considérant que les écoles du pays de Saint-Fulgent- Les Essarts ont un besoin en transport scolaire pour se rendre à la piscine Oasis et/ou au centre aquatique Aqua°Bulles pour l'année scolaire 2022-2023,

Considérant l'offre de l'entreprise SOVETOURS de La Roche-sur-Yon (85), pour un montant minimum de 3 500.00 € HT et un montant maximum de 35 000.00 € HT sur la durée totale du marché (1 an),

DECIDE

Article 1 : d'attribuer à l'entreprise SOVETOURS de La Roche-sur-Yon (85), le marché de transport scolaire vers la piscine Oasis (Essarts en Bocage) et le centre aquatique Aqua°Bulles (Saint-Fulgent), pour un montant minimum de 3 500.00 € HT et un montant maximum de 35 000.00 € HT sur la durée totale du marché (1 an).

Article 2 : d'imputer la dépense sur les crédits du budget Général.

Article 3 : le Directeur Général des Services et le Trésorier sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution de la présente décision.

Article 4 : la présente décision sera transmise à Monsieur le Préfet de la Vendée au titre du contrôle de légalité.

Article 5 : la présente décision peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Nantes dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au contrôle de légalité et/ou de sa notification et de sa publication.

Article 6 : conformément à l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, il sera rendu compte de la présente décision à la prochaine réunion du Conseil communautaire.

Ampliation en sera :

- Adressée à Monsieur le Trésorier
- Affichée conformément à la réglementation en vigueur
- Insérée au recueil des actes administratifs
- Notifiée aux personnes concernées



Fait à Saint-Fulgent, le 1^{er} septembre 2022

Le Président
Jacky DALLET